

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
DE L'EXPLOITATION DU STATIONNEMENT PUBLIC PAYANT SUR
VOIRIE**

**Rapport sur les motifs du choix de l'entreprise candidate
et l'économie générale du contrat**

Septembre 2017

1 DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

La consultation pour la désignation d'un délégataire de la gestion du stationnement payant sur voirie est organisée en application des articles L. 1411-1 à L. 1411-19 du code général des collectivités territoriales, de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et de son décret d'application n° 2016-86 du 1^{er} février 2016.

Elle s'inscrit dans le contexte de la décentralisation du stationnement payant sur voirie, telle que définie par la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, et l'article L. 2333-87 du code général des collectivités territoriales.

Lors de sa séance du 9 février 2017, le Conseil municipal a décidé :

- d'approuver le principe de la délégation de la gestion du stationnement public payant sur voirie,
- de lancer la procédure de délégation de service public devant conduire à la désignation du délégataire.

Un avis d'appel à candidatures a été inséré dans les publications suivantes :

- le Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics du 28 juin 2017,
- le profil acheteur de la Ville le 28 juin 2017,

La date limite de remise des candidatures et des offres était fixée au 28 juillet 2017 à 17 h 00.

Lors de sa réunion du 4 août 2017, la Commission de délégation de service public a ouvert les candidatures et les offres. Un seul dossier de candidature et d'offre a été remis, celui de la société URBIS PARK Services, dont le siège est 69-73 boulevard Victor Hugo à 93400 SAINT-OUEN.

La Commission de délégation de service public a procédé à l'analyse de la candidature et de l'offre, conformément au règlement de consultation. Les critères d'appréciation globale des offres sont rappelés ci-après :

1. Propositions financières des candidats

- Soutenabilité des hypothèses figurant dans les comptes d'exploitation prévisionnels,
- Montant et soutenabilité de la part fixe de versement à la Ville proposée,
- Montant et soutenabilité de la part variable de versement à la Ville proposée.

2. Valeur technique

- Qualité de l'offre en matière de communication et d'information au public
 - Promotion et mise en valeur de la dépenalisation

- Information des usagers (situation nominale et situation perturbée) et actions commerciales
- Qualité de l'offre pour l'exploitation et l'entretien
 - Modalités mises en œuvre pour garantir la continuité du service
 - Modalités d'organisation de l'exploitation ;
 - Modalités de gestion des RAPO (recours administratifs préalables obligatoires)
 - Pertinence de la localisation de la maison du stationnement
 - Pertinence des indicateurs de qualité du service
- Qualité des investissements proposés :
 - Caractéristiques des horodateurs et matériels de contrôle prévus
 - Caractéristiques des autres équipements (équipements des locaux et relations avec les usagers)
- Qualité de l'offre s'agissant des relations avec le délégant :
- Modalités de communication et de reporting proposées.

La Commission de délégation de service public a agréé la candidature et rendu un avis positif à l'engagement de négociations avec le candidat. Elle a rendu cet avis sur la base des rapports d'analyse joints au présent rapport et accompagnant la délibération de la commission.

Une série de questions et de demandes de précision a été adressée au candidat le 25 août 2017, en préalable d'une séance de négociation qui s'est tenue le 1^{er} septembre 2017.

A l'issue de cette négociation, il a été demandé au candidat de remettre une nouvelle offre pour le 8 septembre 2017, puis de répondre à des dernières demandes de précisions concernant cette offre pour le 14 septembre.

2 MOTIF DU CHOIX DU CANDIDAT RETENU

A l'issue des négociations et sur la base de l'offre finale remise par le candidat, le 8 septembre 2017, et des précisions auxquelles cette offre finale a donné lieu, j'ai choisi de retenir l'offre présentée par le candidat URBIS PARK Services, au regard notamment :

- De la teneur des propositions financières :
 - En prestation de base, le candidat propose de laisser à la Ville, sur le montant des recettes collectées et reversées à la Ville, une somme fixe de 40 000 € par an, ainsi qu'une somme variable égale à 6 % des recettes en 2018, 8 % en 2019 et 2020, et 9 % en 2021. Sur la base des comptes d'exploitation prévisionnels, la Ville conserve ainsi sur la durée du contrat un montant prévisionnel de 275 152 € de recettes, dont 160 000 € garantis au titre de la partie fixe ;
 - Au regard de ces recettes conservées par la Ville, le Délégataire remet à la Ville, en fin de contrat, l'ensemble des biens dont il aura assuré l'investissement, pour une valeur nette comptable de 74 088 € ;
 - Le contrat met donc à la charge du délégataire les investissements, notamment en horodateurs, nécessaires dans le cadre de la décentralisation du stationnement payant sur voirie, mais aussi les coûts liés à la surveillance et au contrôle du stationnement payant, actuellement assurés par les agents de la Ville, qui seront orientés vers d'autres fonctions ;
 - Dans le cadre des deux options d'extension du périmètre du stationnement payant, qui nécessitent l'une comme l'autre l'implantation d'un horodateur supplémentaire, la part fixe conservée par la Ville est ramenée à 38 000 € par an, le montant prévisionnel de la part assise sur les recettes demeure identique et la valeur nette comptable des biens faisant retour à la Ville en fin de convention est de 77 175 €, dans les deux cas.
- De la teneur des propositions techniques :
 - En matière d'information et de communication
 - Dans la perspective de la décentralisation, le candidat propose une campagne spécifique en direction des différents publics concernés ;
 - Plusieurs actions sont prévues en matière de communication et d'information : partenariat avec les commerçants au moyen de l'application de fidélisation « Mobiwoom », implantation d'une Maison de la Mobilité en partenariat avec Transdev Saint-Dizier, que le candidat prévoit d'ouvrir à partir du 1^{er} mars 2018, mise en place d'un site Internet dédié au stationnement permettant toutes les démarches offertes à la Maison du Stationnement, mise en place de la signalétique ;
 - En matière d'exploitation et d'entretien :

- Le candidat met en place l'organisation nécessaire afin de pouvoir mettre en œuvre effectivement la gestion du stationnement payant sur voirie dans le nouveau cadre législatif, et ce dès le 1^{er} janvier 2018 ;
- La continuité du service est assurée par un engagement d'intervention d'un technicien dans la demi-heure suivant le signalement d'un dysfonctionnement, ainsi que la présence d'un stock de pièces détachées, et l'engagement sur un délai de fournitures de pièces pour les grosses réparations à partir du dépôt central de l'entreprise ;
- Le candidat a présenté de manière précise l'organisation des moyens humains et matériels qu'il propose pour assurer l'exploitation et le contrôle du stationnement payant ;
- La gestion des RAPO est assurée au moyen d'un logiciel de traitement fourni par l'entreprise et de son homologation auprès de l'ANTAI (Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions), et l'affectation des moyens humains nécessaires ;
- Les emplacements pressentis pour la Maison du Stationnement sont satisfaisants au regard de l'accessibilité par le public ;
- Un outil de suivi en temps réel permet de visualiser la disponibilité des horodateurs ;
- En matière de qualité des investissements :
 - Les horodateurs proposés sont de marque PARKEON, et disposent de l'ensemble des fonctionnalités nécessaires à la mise en œuvre de la décentralisation ; les contrôles et l'application des FPS (forfaits de post-stationnement) se font au moyen de terminaux portables ;
 - Les équipements proposés pour la Maison du Stationnement sont ergonomiques et attrayants ;
- En matière de relations avec le délégant, les procédures d'échanges d'information proposées répondent aux besoins exprimés dans le dossier de consultation.

Sur l'ensemble des critères énoncés au règlement de consultation, la proposition de la société URBIS PARK Services répond donc de manière satisfaisante aux besoins exprimés par la Ville.

Cette décision s'appuie sur le rapport d'analyse de l'offre annexé au présent rapport.

3 ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT

Aux termes de ces négociations, les éléments ci-dessous ont été arrêtés dans le projet de contrat, annexé au présent rapport.

3.1 FORME, OBJET ET DUREE DU CONTRAT

Ces dispositions sont définies au titre I du contrat.

La Ville a souhaité recourir à la forme du contrat de délégation de service public au sens des dispositions de l'article L. 1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales et de concession au sens des dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 (article 1 a). Le concessionnaire se voit donc transférer un risque d'exploitation en contrepartie du droit d'exploiter le service.

La Ville confie au Déléataire l'ensemble des équipements et matériels nécessaires à l'exécution du contrat. Le Déléataire est également chargé d'acquérir ou de réaliser ultérieurement les biens nécessaires à l'exploitation du service. La Ville lui confère, pendant la durée du contrat, un droit exclusif de gestion du stationnement payant sur voirie et un droit à rémunération, correspondant au reversement par la Ville du montant des redevances perçues sur les usagers, y compris les forfaits de post-stationnement, déduction faite de la part conservée par la Ville. Ce montant est destiné à rémunérer les charges d'exploitation et d'investissement que le Déléataire supporte, dans le cadre des missions qui lui sont confiées.

L'option correspondant à la mise en œuvre d'un véhicule doté d'un dispositif de lecture automatique des plaques d'immatriculation a été abandonnée, au cours de la négociation, car mal adaptée aux besoins de la Ville de Saint-Dizier.

Le contrat a une durée de 4 ans, du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2021.

3.2 ROLES RESPECTIFS DE LA VILLE ET DU DELEGATAIRE

La Ville dispose des prérogatives suivantes :

- Elle met à disposition du Déléataire les 379 emplacements de stationnement définis dans le plan de stationnement.
- Elle peut décider de la modification du périmètre du stationnement payant :
 - Dans le cadre des options 2 et 3, consistant en une extension du stationnement payant d'une part sur le futur parking en cours de travaux situé à côté de l'Hôtel de Ville, d'autre part en prolongement de la rue Gambetta ; les conditions de la mise en œuvre de ces options sont définies contractuellement ;

- Ou selon les décisions qu'elle jugerait utile de prendre, les modifications faisant alors l'objet d'un avenant ;
- Elle fixe les tarifs applicables,
- Elle assure le contrôle des activités du Déléataire.

Le Déléataire (titre II du contrat) est chargé des missions suivantes :

- Le renouvellement de la totalité des horodateurs et le déploiement de nouveaux horodateurs dans les zones d'extension éventuelles,
- L'entretien et le renouvellement de la signalisation horizontale et verticale dans le périmètre du contrat,
- L'entretien et maintenance de l'ensemble des matériels et équipements du service,
- La mise à niveau des systèmes nécessaires à l'exploitation du service,
- La commercialisation et la distribution des abonnements résidents et autres produits tarifaires,
- L'implantation et la gestion d'un local nécessaire à l'exercice des missions du présent contrat (« Maison de la Mobilité »),
- La mise en œuvre d'un système de Gestion Technique Centralisée (GTC), sa gestion et son entretien,
- La mise à jour des tarifs sur l'ensemble des documents de communication auprès du public, sur les horodateurs (plastrons ou autres), en tant que de besoin, le re-paramétrage des horodateurs,
- **La collecte des redevances de stationnement** et des **forfaits post stationnement** dans le cadre d'un mandat d'encaissement conforme aux dispositions des articles L. 1611-7-1 et D. 1611-32-9 du code général des collectivités territoriales, telles qu'elles résultent de la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 du décret n° 2015-1670 du 14 décembre 2015 ;
- **La surveillance du stationnement** payant dans des conditions conformes à l'article L 2333-87 du code général des collectivités territoriales et de ses textes d'application ;
- Le traitement des recours administratifs préalables obligatoires (RAPO) au sens des dispositions de l'article R. 2333-120-13 du code général des collectivités territoriales ;
- La fourniture des mémoires en défense pour toute contestation engagée par un usager auprès de la Commission du contentieux du stationnement.
- Des missions d'assistance, de conseil et de communication.

3.3 MOYENS NECESSAIRES AU SERVICE

Les moyens humains et matériels sont définis aux titres III, IV et V du contrat.

Un inventaire des biens sera établi et tenu à jour par le Délégataire ;

Le Délégataire est chargé de la tenue du fichier des abonnés, qui sera transmis régulièrement à la Ville.

Cette partie du contrat précise également les obligations du Délégataire en matière de maintenance des biens.

Le personnel du service est composé uniquement d'agents du Délégataire, il n'est pas prévu de transfert auprès du Délégataire d'agents actuellement employés par la Ville.

Des pénalités pourront être appliquées par la Ville en cas de mauvaise exécution du service.

3.4 FONCTIONNEMENT GENERAL DU SERVICE ET RELATIONS AVEC LES USAGERS

Le titre VI du contrat détaille :

- les principes généraux de fonctionnement du service et des relations avec les usagers : accueil et information, notamment sur les tarifs ;
- le traitement des incidents dans le fonctionnement du service ;
- l'étendue de la responsabilité du Délégataire.

3.5 REGIME FINANCIER

3.5.1 Principe général

Le titre VII du contrat décrit le régime financier.

Le Délégataire supporte toutes les charges d'investissement : horodateurs, aménagement de locaux, équipements des agents.

Il collecte auprès des usagers les recettes issues de la redevance de stationnement et du FPS dont les montants sont définis par la Ville et, s'agissant de recettes publiques, les reverse à la Ville.

La Ville lui verse une rémunération sur la base des recettes ainsi collectées, déduction faite d'une part fixe et d'une part correspondant à un pourcentage des recettes collectées évoluant chaque année.

3.5.2 Investissements

Le montant des investissements supportés par le Délégué est le suivant, pour l'offre de base et pour les options correspondant aux éventuelles extensions de périmètres.

INVESTISSEMENTS A LA CHARGE DU DELEGATAIRE	2018	2019	2020	2021	TOTAL
REPONSE DE BASE					
Montant des investissements : horodateurs	123 480 €				
Montant des investissements : autres (Aléas, AMO, Maison du stationnement, communication)	47 869 €				
Total	171 349 €				
Amortissement annuel	24 315 €	24 315 €	24 315 €	24 315 €	97 261 €
Valeur nette fin d'année	147 033 €	122 718 €	98 403 €	74 088 €	74 088 €
OPTION 2					
Montant des investissements : horodateurs	128 625 €				
Montant des investissements : autres (préciser)	48 286 €				
Total	176 911 €				
Amortissement annuel	24 934 €	24 934 €	24 934 €	24 934 €	99 736 €
Valeur nette fin d'année	151 977 €	127 043 €	102 109 €	77 175 €	77 175 €
OPTION 3					
Montant des investissements : horodateurs	128 625 €				
Montant des investissements : autres (préciser)	48 286 €				
Total	176 911 €				
Amortissement annuel	24 934 €	24 934 €	24 934 €	24 934 €	99 736 €
Valeur nette fin d'année	151 977 €	127 043 €	102 109 €	77 175 €	77 175 €

Figure 1 : Investissements supportés par le Délégué

Les horodateurs font l'objet d'un amortissement sur une durée de 10 ans, ils ont donc une valeur nette comptable à la fin du contrat, correspondant au prix auquel la Ville devrait les reprendre.

Les autres investissements sont en revanche amortis sur la durée du contrat et font donc retour gratuitement à la Ville en fin de contrat.

3.5.3 Exploitation

Les comptes d'exploitation prévisionnels pour la réponse de base et pour chacune des options 2 et 3 sont les suivants :

REPONSE DE BASE	2018	2019	2020	2021
Redevance de stationnement	203 400	234 480	257 790	281 100
FPS	155 400	135 975	116 550	97 125
Autres (préciser)				
TOTAL RECETTES COLLECTEES ET REVERSEES A LA VILLE	358 800	370 455	374 340	378 225
Recettes conservées par la Ville : part fixe	40000	40000	40000	40000
Recettes conservées par la Ville : part variable : pourcentage des recettes totales	6%	8%	8%	9%
Recettes conservées par la Ville : part variable : montant des recettes totales	21 528	29 636	29 947	34 040
Total des recettes conservées par la Ville	61 528	69 636	69 947	74 040
REMUNERATION TTC DU DELEGATAIRE = (Total recettes reversées à la Ville - Total des recettes conservées par la Ville)	297 272	300 819	304 393	304 185
REMUNERATION H.T. DU DELEGATAIRE = rémunération TTC / 1,20	247 727	250 682	253 661	253 487
CHARGES D'EXPLOITATION				
<i>Sous-total frais de personnel</i>	- 132 458	- 124 262	- 119 044	- 114 803
<i>Sous-total frais de fonctionnement technique et commercial</i>	- 69 893	- 68 965	- 68 083	- 67 245
<i>Total autres charges d'exploitation</i>	- 25 432	- 26 768	- 26 650	- 26 542
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	- 227 783	- 219 994	- 213 777	- 208 591
<i>Total amortissements et provisions non courantes</i>	- 24 315	- 24 315	- 24 315	- 24 315
RESULTAT AVANT IMPOTS ET FRAIS FINANCIERS	- 4 371	6 373	15 568	20 582
<i>Frais financiers</i>	- 4 498	- 3 213	- 1 928	- 643
TOTAL CHARGES	- 256 596	- 247 522	- 240 020	- 233 548
RESULTAT NET AVANT IMPOTS = REMUNERATION H.T. DU DELEGATAIRE - TOTAL CHARGES	- 8 869	3 160	13 641	19 939

Figure 2 : Compte d'exploitation – Réponse de base

OPTION 2	2018	2019	2020	2021
Redevance de stationnement	203 400	234 480	257 790	281 100
FPS	155 400	135 975	116 550	97 125
Autres (préciser)				
TOTAL RECETTES COLLECTEES ET REVERSEES A LA VILLE	358 800	370 455	374 340	378 225
Recettes conservées par la Ville : part fixe	38000	38000	38000	38000
Recettes conservées par la Ville : part variable : pourcentage des recettes totales	6%	8%	8%	9%
Recettes conservées par la Ville : part variable : montant des recettes totales	21 528	29 636	29 947	34 040
Total des recettes conservées par la Ville	59 528	67 636	67 947	72 040
REMUNERATION TTC DU DELEGATAIRE = (Total recettes reversées à la Ville - Total des recettes conservées par la Ville)	299 272	302 819	306 393	306 185
REMUNERATION H.T. DU DELEGATAIRE = rémunération TTC / 1,20	249 393	252 349	255 327	255 154
CHARGES D'EXPLOITATION				
Gestion des Recours Administratifs Préalables Obligatoires	- 8 858	- 4 134	- 2 214	- 1 107
Sous-total frais de personnel	- 132 458	- 124 262	- 119 044	- 114 803
Sous-total frais de fonctionnement technique et commercial	- 69 893	- 68 965	- 68 083	- 67 245
Total autres charges d'exploitation	- 25 432	- 26 768	- 26 650	- 26 542
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	- 227 783	- 219 994	- 213 777	- 208 591
Dotation aux amortissements d'exploitation	- 24 934	- 24 934	- 24 934	- 24 934
Total amortissements et provisions non courantes	- 24 934	- 24 934	- 24 934	- 24 934
RESULTAT AVANT IMPOTS ET FRAIS FINANCIERS	- 3 323	7 420	16 616	21 629
Frais financiers	- 4 644	- 3 317	- 1 990	- 663
TOTAL CHARGES	- 257 361	- 248 246	- 240 701	- 234 188
RESULTAT NET AVANT IMPOTS = REMUNERATION H.T. DU DELEGATAIRE - TOTAL CHARGES	- 7 967	4 103	14 626	20 966

Figure 3 : Compte d'exploitation – Option 2

OPTION 3	2018	2019	2020	2021
Redevance de stationnement	203 400	234 480	257 790	281 100
FPS	155 400	135 975	116 550	97 125
Autres (préciser)				
TOTAL RECETTES COLLECTEES ET REVERSEES A LA VILLE	358 800	370 455	374 340	378 225
Recettes conservées par la Ville : part fixe	38000	38000	38000	38000
Recettes conservées par la Ville : part variable : pourcentage des recettes totales	6%	8%	8%	9%
Recettes conservées par la Ville : part variable : montant des recettes totales	21 528	29 636	29 947	34 040
Total des recettes conservées par la Ville	59 528	67 636	67 947	72 040
REMUNERATION TTC DU DELEGATAIRE = (Total recettes reversées à la Ville - Total des recettes conservées par la Ville)	299 272	302 819	306 393	306 185
REMUNERATION H.T. DU DELEGATAIRE = rémunération TTC / 1,20	249 393	252 349	255 327	255 154
CHARGES D'EXPLOITATION				
<i>Sous-total frais de personnel</i>	- 132 458	- 124 262	- 119 044	- 114 803
<i>Sous-total frais de fonctionnement technique et commercial</i>	- 69 893	- 68 965	- 68 083	- 67 245
<i>Total autres charges d'exploitation</i>	- 25 432	- 26 768	- 26 650	- 26 542
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	- 227 783	- 219 994	- 213 777	- 208 591
Dotation aux amortissements d'exploitation	- 24 934	- 24 934	- 24 934	- 24 934
Total amortissements et provisions non courantes	- 24 934	- 24 934	- 24 934	- 24 934
RESULTAT AVANT IMPOTS ET FRAIS FINANCIERS	- 3 323	7 420	16 616	21 629
<i>Frais financiers</i>	- 4 644	- 3 317	- 1 990	- 663
TOTAL CHARGES	- 257 361	- 248 246	- 240 701	- 234 188
RESULTAT NET AVANT IMPOTS = REMUNERATION H.T. DU DELEGATAIRE - TOTAL CHARGES	- 7 967	4 103	14 626	20 966

Figure 4 : Compte d'exploitation – Option 3

3.6 CONTROLE DE LA VILLE, GARANTIES ET SANCTIONS

Le titre VIII du contrat définit les principes et modalités du contrôle par la Ville, dont il s'agit d'une prérogative essentielle.

Par ailleurs, le Déléataire fournit des rapports mensuels permettant un suivi de l'activité, ainsi que le rapport annuel prévu au code général des collectivités territoriales, et dont les contenu et détaillé au contrat.

Dans ce cadre, le contentieux du stationnement payant fera l'objet d'un suivi spécifique.

Le titre IX prévoit une garantie sous forme d'un cautionnement apporté par le Déléataire, ainsi que des sanctions en cas de non-respect des obligations contractuelles.

3.7 FIN DU CONTRAT

Enfin, le titre X du contrat présente les dispositions applicables afin d'assurer la continuité du service en fin de contrat, les modalités d'indemnisation en cas de résiliation anticipée, ainsi que le sort des biens, des personnels et des contrats souscrits par le Déléataire.